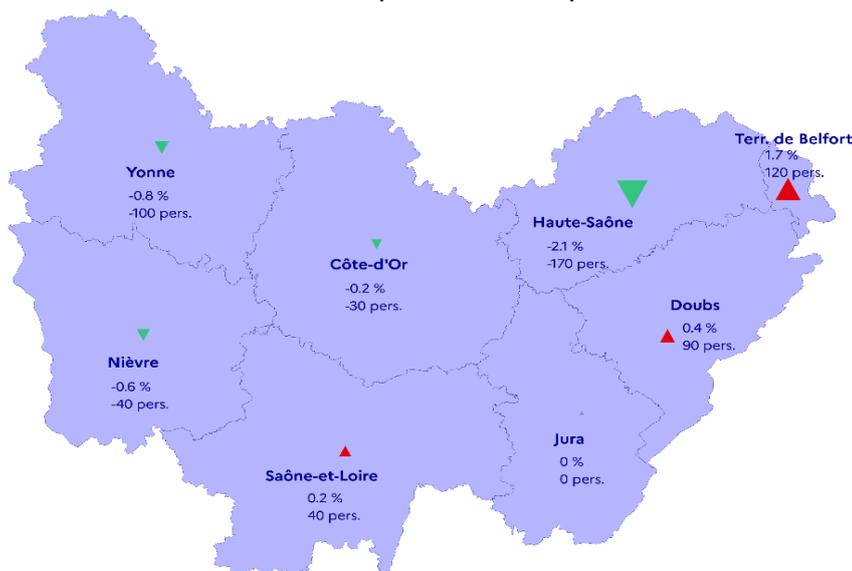


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DU DOUBS

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2024
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 0,4 % par rapport au 1^{er} trimestre 2024

Source : France Travail-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **21 500** (+ 0,4 % sur un trim.)
Cat. B, C : **18 140** (+ 0,7 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **39 640** (+ 0,5 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

6,7 % au 1^{er} trimestre 2024
+ 0,1 pt par rapport au 4^{ème} Trim. 2023
(France métropolitaine : 7,3 % ; + 0,0 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

202 930 au 1^{er} trimestre 2024
+ 0,0 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2023

● RECOURS À L'INTÉRIM

7 300 intérimaires au 1^{er} trimestre 2024
- 1,5 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2023

Au premier trimestre 2024

L'emploi salarié (privé et public) stagne dans le Doubs, avec 70 emplois supplémentaires par rapport au 4^e trimestre 2023. Hors intérim, les activités de services non marchands sont créatrices d'emplois. L'emploi est également dynamique dans les services marchands, notamment les services orientés vers les entreprises, l'hébergement et la restauration. Fortement touchée par la baisse de l'emploi intérimaire, l'industrie perd des emplois dans la plupart des secteurs. Sur un an, l'emploi salarié affiche une hausse plus favorable que la moyenne régionale. D'après les premières remontées, le dispositif d'activité partielle est davantage mobilisé qu'au cours du 4^e trimestre 2023, notamment dans l'industrie. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA (environ 12 300) reste un peu moins élevé qu'il y a un an (-0,7 %, soit 80 de moins), une baisse annuelle inférieure à celle enregistrée dans la région.

Au deuxième trimestre 2024

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle est comparable à celui enregistré au 1^{er} trimestre 2024. Les défaillances d'entreprises sont aussi nombreuses qu'en 2023 à la même période mais les emplois menacés augmentent. A l'opposé de la tendance régionale, la demande d'emploi de catégorie A continue d'augmenter : +0,4 % contre -0,1% au niveau régional. Elle dépasse de 2,9 % son niveau de 2023. Le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité augmente de 0,7%. Au total, la demande d'emploi de catégories ABC confondues s'accroît. La dégradation du marché du travail (catégorie A) touche davantage les hommes (+1 %) que les femmes (-0,3 %). Les jeunes sont les plus exposés (+1,6 %). Les inscrits de 25 à 49 ans et de 50 ans et plus sont également concernés mais dans une moindre mesure. Cependant, à l'inverse des autres catégories d'âge, le nombre de seniors se réduit depuis un an. Les inscriptions à France Travail augmentent, notamment en raison de licenciements plus nombreux.

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)
de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

2^{ème} Trimestre 2024

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Doubs :

Données CVS-CJO

	T2 2024	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	21 500	+0,4	+2,9
Catégories B, C	18 140	+0,7	-1,0
Catégories A, B, C	39 640	+0,5	+1,1

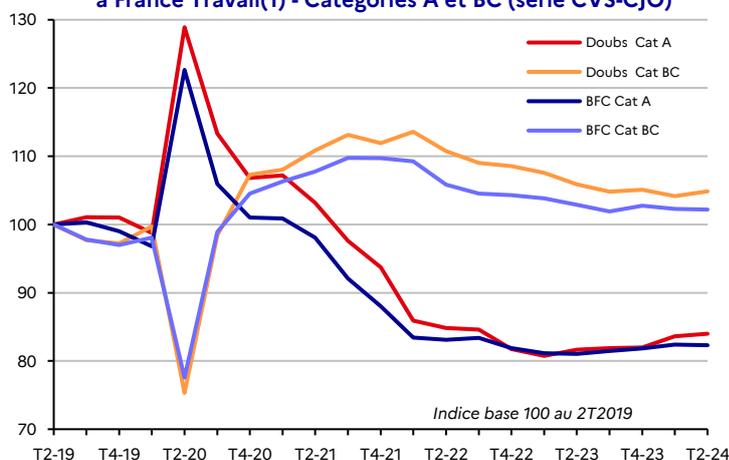
Bourgogne-Franche-Comté :

Données CVS-CJO

	T2 2024	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	101 120	-0,1	+1,6
Catégories B, C	94 800	-0,1	-0,6
Catégories A, B, C	195 920	-0,1	+0,5

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à France Travail(1) - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Doubs			BFC	
	T2 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégorie A					
Hommes	11 630	+1,0	+3,8	+0,1	+2,7
< 25 ans	1 720	+1,2	+8,9	-1,6	+2,4
25 - 49 ans	6 820	+1,9	+4,3	+0,4	+3,3
50 ans et plus	3 090	-0,6	+0,3	+0,1	+1,5
Femmes	9 870	-0,3	+1,8	-0,2	+0,4
< 25 ans	1 460	+2,1	+10,6	-0,3	+3,7
25 - 49 ans	5 920	-1,3	+1,5	-0,2	+0,7
50 ans et plus	2 500	+1,2	-1,6	-0,4	-1,7
Total	21 500	+0,4	+2,9	-0,1	+1,6
< 25 ans	3 180	+1,6	+9,7	-1,0	+3,0
25 - 49 ans	12 730	+0,2	+2,8	+0,1	+2,0
50 ans et plus	5 590	+0,2	-0,5	-0,1	0,0

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Doubs			BFC	
	T2 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	20 170	+0,5	+1,9	+0,1	+1,7
< 25 ans	2 820	+2,5	+6,8	+0,1	+2,2
25 - 49 ans	12 240	+0,6	+1,2	0,0	+1,5
50 ans et plus	5 110	-0,6	+1,0	+0,4	+2,0
Femmes	19 470	+0,5	+0,2	-0,3	-0,7
< 25 ans	2 500	+2,9	+7,8	-0,3	+1,4
25 - 49 ans	11 760	0,0	-0,3	-0,3	-1,0
50 ans et plus	5 220	+0,6	-1,7	-0,1	-0,8
Total	39 640	+0,5	+1,1	-0,1	+0,5
< 25 ans	5 310	+2,5	+7,1	-0,1	+1,9
25 - 49 ans	24 000	+0,3	+0,5	-0,2	+0,2
50 ans et plus	10 330	0,0	-0,3	+0,1	+0,5

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

(1) L'opérateur France Travail était jusqu'au 31 décembre 2023 l'opérateur Pôle emploi.

Depuis 2018, la publication commune Dares-France Travail est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Doubs			BFC	
	T2 2024	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	22 410	+0,8	+3,1	+0,2	+2,0
DELD :					
1 à 2 ans	7 660	+1,7	+5,4	-0,2	+4,5
2 à 3 ans	3 340	+0,6	-0,9	+0,7	-1,0
3 ans et plus	6 220	-2,0	-9,1	-1,5	-7,7
Total DELD	17 220	+0,1	-1,5	-0,5	-1,3
Part des DELD	43,4%	-0,2 pt	-1,2 pt	-0,2 pt	-0,8 pt

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T1 2024	Moyenne annuelle 2024 2023	
Assurance chômage	18 880	18 880	17 630
Solidarité - Etat	1 490	1 490	1 650
Autres	450	450	380
Total DE indemnisés	20 820	20 820	19 660
Formation	1 380	1 380	1 570
Part des DE indemnisés* :			
Doubs :	49,4%		
BFC	48,5%		

Source : France Travail

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par France Travail pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données brutes	Doubs			BFC	
	T2 2024	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Fin de contrat	533	+34	+6,7	0	0,0
Fin de mission d'intérim	323	-11	-3,3	-15	-1,1
Démission	210	+19	+9,7	+54	+5,7
Rupture conventionnelle	237	+12	+5,3	+21	+1,8
Licenc. économique	113	+46	+67,5	+114	+44,5
Autre licenciement	282	+24	+9,2	+47	+4,2
Première entrée ⁽¹⁾	125	-6	-4,6	-57	-8,6
Retour d'inactivité ⁽²⁾	736	-41	-5,3	-105	-2,7
Réinscription rapide ⁽³⁾	662	+9	+1,4	+285	+9,2
Autre motif ⁽⁴⁾	251	+19	+8,0	+90	+7,8
Motif indéterminé	317	+11	+3,6	+58	+4,1
Total	3 788	+115	+3,1	+493	+2,8

(1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à France Travail par motif

Données brutes	Doubs			BFC	
	T2 2024	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	528	+3	+0,5	-57	-2,2
Entrée en stage ou formation	328	+14	+4,3	+25	+1,4
Arrêt de recherche**	343	-11	-3,2	-132	-7,0
dont maladie	225	+1	+0,4	-13	-1,1
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	2 046	+11	+0,5	-141	-1,5
Radiation administrative	361	-32	-8,2	-95	-4,7
Autre cas ⁽²⁾	280	-34	-10,9	+100	+7,2
Total	3 887	-51	-1,3	-300	-1,6

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de France Travail.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

La demande d'emploi par territoire*

* Définition Arrondissements

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Données CVS-CJO Catégorie A	T2 2024	Var. (en %) sur		Part (en %) des			Indicateur de chômage*
		1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors	
Besançon	9 170	-0,4	+1,0	45,7	16,1	24,2	7,9
Montbéliard	8 350	+0,2	+1,6	45,2	14,5	26,7	10,9
Pontarlier	3 980	+2,6	+10,6	48,2	12,3	28,6	6,5
Doubs	21 500	+0,4	+2,9	45,9	14,8	26,0	8,4

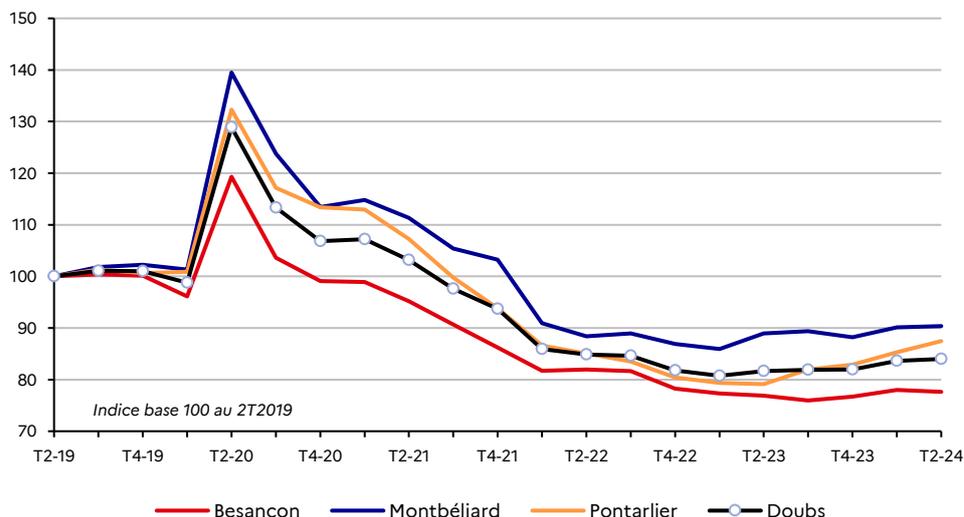
Attention : cet indicateur est calculé pour apprécier l'importance du chômage dans les arrondissements. Sa valeur n'est pas comparable avec le taux de chômage publié par l'INSEE, qui est la référence pour les analyses départementales.

* Indicateur de chômage = DEF M A/Pop. Active 2021

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreetts Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par territoire (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO Catégories A, B, C	T2 2024	Var. (en %) sur		Plus de un an		
		1 Trim.	1 an	T2 2024	Var. (en %) sur	
					1 Trim.	1 an
Besançon	17 590	+0,5	+0,2	7 600	-0,1	-1,0
Montbéliard	14 870	+0,3	+1,0	6 850	+0,4	-1,2
Pontarlier	7 180	+0,8	+3,5	2 770	-0,4	-3,5
Doubs	39 640	+0,5	+1,1	17 220	+0,1	-1,5

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreetts Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
1 960	+1,0	1 920	-0,5
1 410	0,0	1 390	0,0
860	0,0	840	+2,4
4 230	+0,5	4 150	+0,2

Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2025.

En 2019, le périmètre géographique des « Territoires » a été révisé faisant suite à l'évolution récente de la géographie administrative des arrondissements, les données ici présentes portent donc sur ce nouveau découpage et ont été recalculées sur tout leur historique.

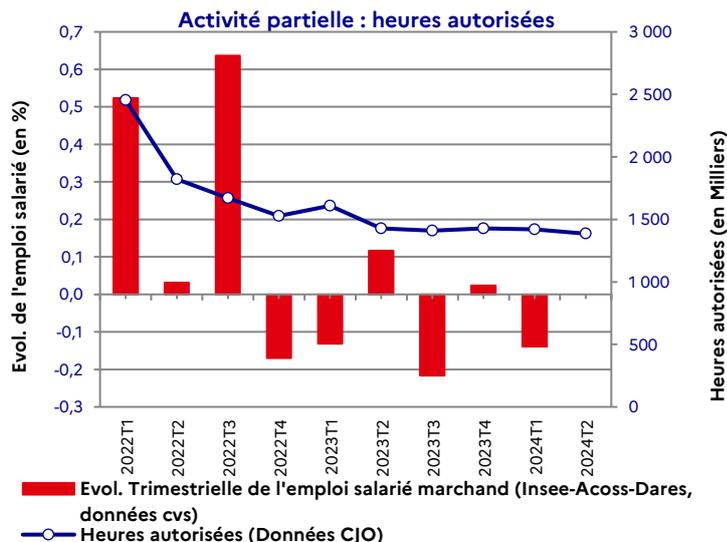
Activité partielle

Données CJO*	Doubs	
	T1 2024	T2 2024
Heures autorisées		
Nombre de demandes en cours	147	148
Volume d'heures autorisées	1 421 323	1 385 818
dont :		
Agriculture	0	0
Industrie	1 256 095	1 258 337
Construction	27 760	9 058
Commerce	10 940	9 770
Services	126 528	108 653
Établissements autorisés	136	128
dont : étabs de 50 sal. et plus	52	52
Nombre de salariés concernés**	16 181	15 513
Total heures autorisées 12 mois glissés	5 687 475	5 646 528

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre



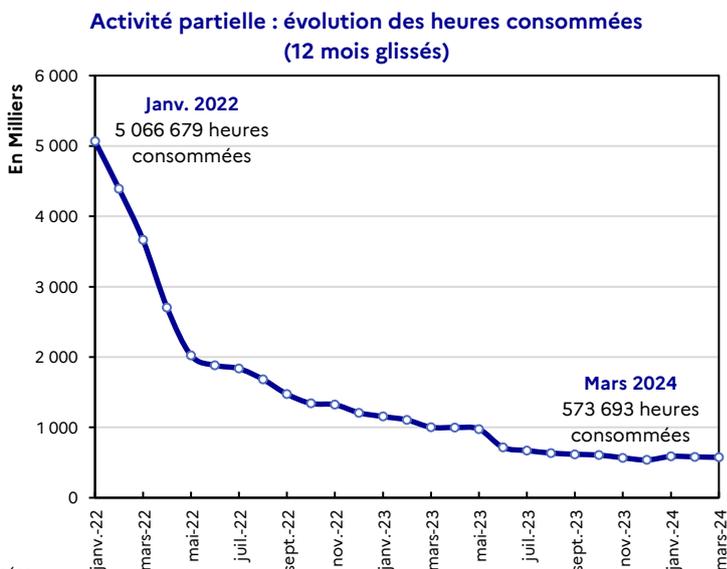
Données brutes	Doubs	
	T4 2023	T1 2024
Heures consommées		
Nombre d'heures consommées*	119 123	219 579
dont :		
Agriculture	0	0
Industrie	96 044	166 572
Construction	347	3 892
Commerce	9 068	4 140
Services	13 664	44 975
États ayant consommé des heures	81	82
dont : étabs de 50 sal. et plus	35	32
Nombre de salariés concernés**	2 760	3 030
Total heures consommées 12 mois glissés	536 980	573 693

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées



Créations d'entreprises

Données brutes	Doubs	
	T2 2024	Evol./T2 2023
Créations d'entreprises		(en %)
Nombre de créations d'entreprises	1 612	+13,0
dont :		
Entreprises individuelles	222	+3,7
Micro-entrepreneurs	1 054	+12,6
Sociétés	336	+21,7
Cumul sur 12 mois glissés	6 553	+9,7
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs	558	+13,9
Cumul sur 12 mois glissés	2 377	+3,2

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

Données brutes	Doubs	
	T2 2024	Evol./T2 2023
Ouvertures de procédures		(en %)
Nombre d'ouvertures de procédures	92	-1,1
dont :		
Sauvegardes	3	ns
Redressements judiciaires	28	+3,7
Liquidations judiciaires directes	61	-6,2
Nombre d'emplois menacés	268	+26,4
dont :		
Agriculture	s	s
Industrie	26	ns
Construction	87	+93,3
Commerce	49	+122,7
Services	106	-23,7
Total des ouvertures sur 12 mois glissés	372	+15,5

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

s : secret statistique

ns : non significatif

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

1 ^{er} trimestre 2024 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	1 900	0	-0,1	+120	+6,6	1 920	0	+0,0	+120	+6,6
Industrie	39 020	-60	-0,2	-110	-0,3	42 630	-320	-0,7	-680	-1,6
Industrie agro-alimentaire	5 340	-60	-1,2	-60	-1,0	5 770	-60	-1,0	-150	-2,5
Industries extractives, énergie, eau, déchets	2 140	-30	-1,2	-10	-0,3	2 230	-10	-0,6	0	+0,1
Equipements élec. électron. info., autres machines	4 620	-10	-0,2	-90	-1,8	5 020	-20	-0,5	-190	-3,6
Matériels de transport	9 840	-30	-0,3	-450	-4,4	10 980	-210	-1,9	-630	-5,5
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	17 080	+70	+0,4	+480	+2,9	18 620	-10	-0,1	+280	+1,5
Construction	9 940	-20	-0,2	-120	-1,2	10 730	+10	+0,1	-160	-1,5
Commerce ; réparation auto.	22 930	-50	-0,2	-30	-0,1	23 620	+20	+0,1	+10	+0,0
Services marchands	47 880	+140	+0,3	+490	+1,0	49 790	+90	+0,2	+430	+0,9
Transports et entreposage	8 440	-10	-0,1	+90	+1,0	9 080	-40	-0,4	-30	-0,3
Hébergement et restauration	6 620	+60	+0,9	+80	+1,3	6 680	+30	+0,5	+70	+1,1
Information et communication	1 850	-20	-0,9	-20	-0,8	1 860	-10	-0,8	-10	-0,7
Services financiers	4 850	+30	+0,7	+100	+2,1	4 870	+30	+0,6	+90	+2,0
Services immobiliers	1 540	-40	-2,7	-150	-9,0	1 550	-50	-2,9	-150	-8,9
Services aux entreprises	15 290	+80	+0,5	+260	+1,7	16 440	+90	+0,6	+330	+2,1
Services aux ménages	9 280	+30	+0,4	+130	+1,4	9 310	+40	+0,4	+130	+1,4
Services non marchands	73 930	+240	+0,3	+3 110	+4,4	74 260	+260	+0,4	+3 120	+4,4
Ensemble	195 590	+240	+0,1	+3 450	+1,8	202 930	+70	+0,0	+2 830	+1,4

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

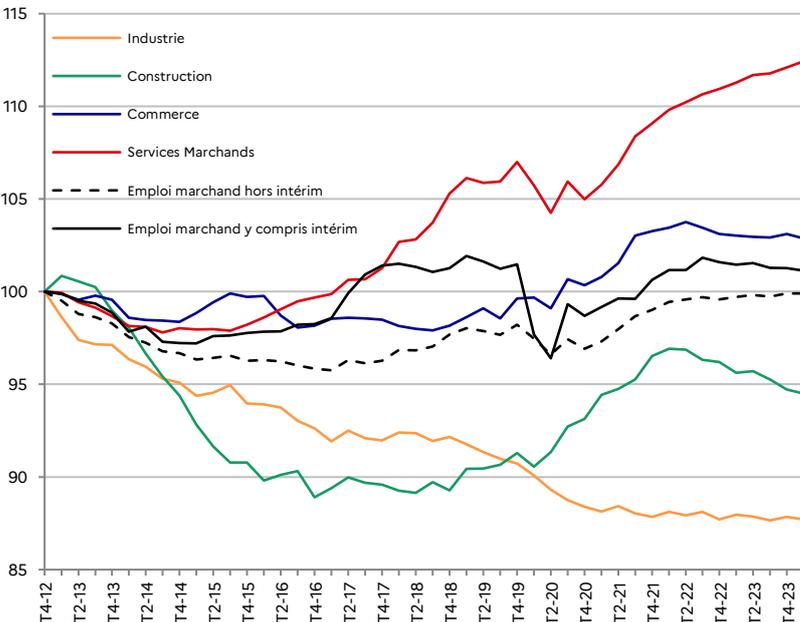
Traitement : Drets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

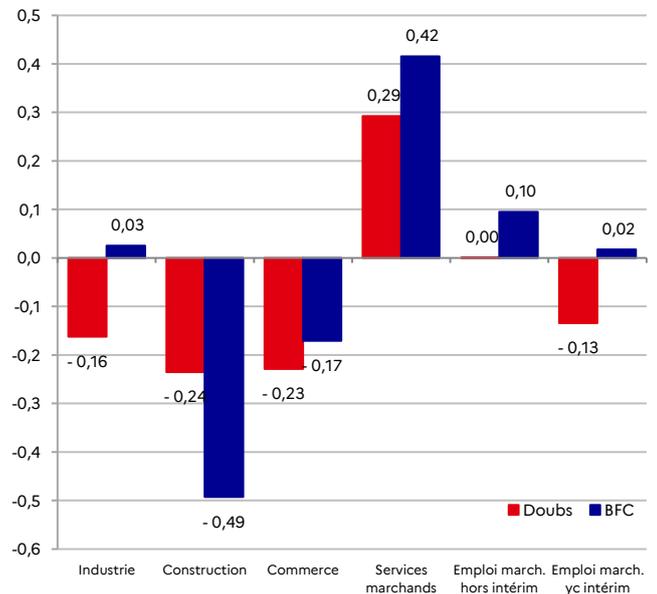
(base 100 au 31/12/2012)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 4^{ème} trim. 2023 et le 1^{er} trim. 2024, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Doubs 1 ^{er} trimestre 2024 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	20	+33,9	+0,2	1,0	-0,1	10	-50,0	-50,0	3,5	-2,6
Industrie	3 850	-5,9	-13,7	9,0	-1,3	3 700	-8,6	-23,7	2,8	-0,6
Construction	700	+1,1	-11,2	6,6	-0,7	650	-4,4	-15,6	3,4	0,0
Commerce	680	+9,7	+3,7	2,9	+0,1	700	0,0	0,0	1,4	-0,1
Services	2 050	+2,8	-1,6	4,1	-0,1	2 040	-4,2	-4,2	1,3	0,0
Ensemble	7 300	-1,5	-8,8	5,7	-0,5	7 110	-6,1	-16,1	2,1	-0,4

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

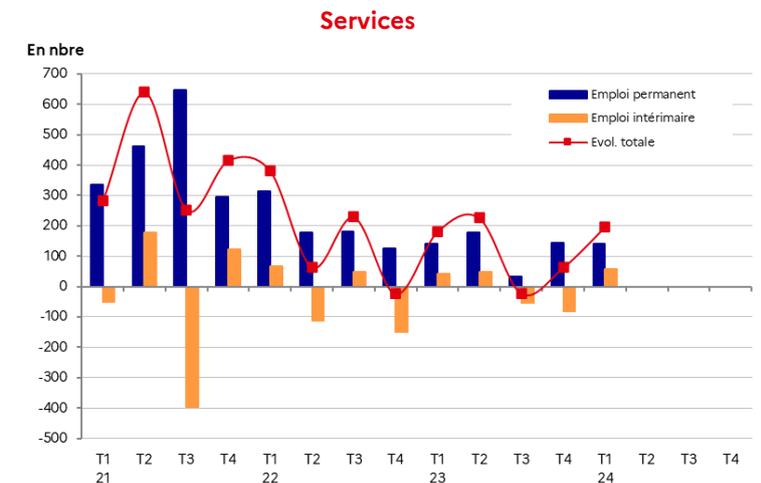
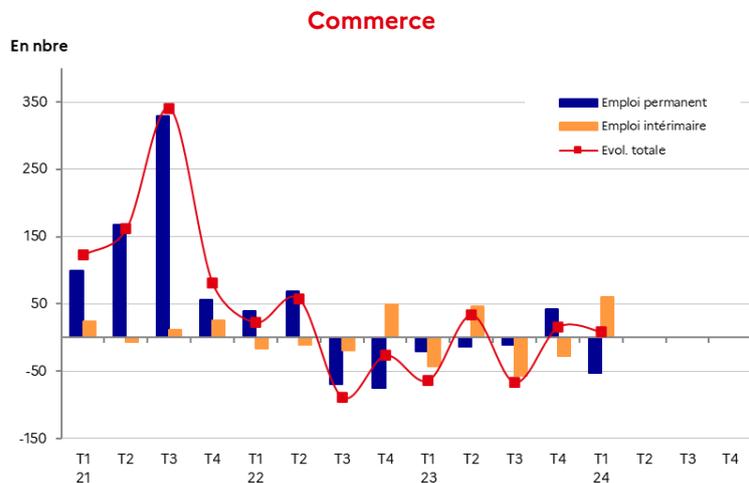
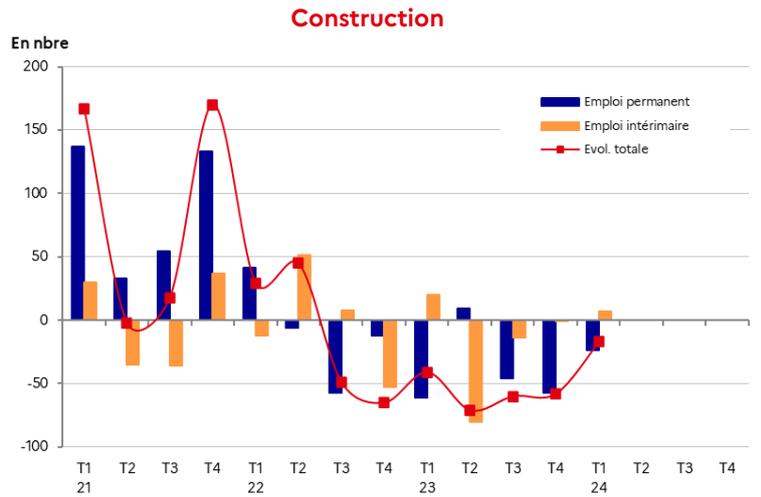
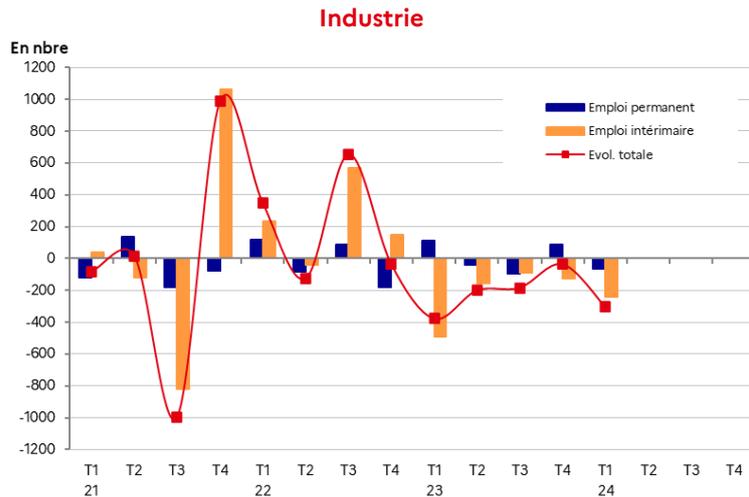
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Doubs		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
1^{er} trimestre 2024						
Embauches		1 978	696	2 909	30 271	35 854
Répartition en %		5,5	1,9	8,1	84,4	100,0
dont en % :						
	CDD	41,3	40,7	52,9	86,8	80,6
	< 25 ans	26,7	25,3	46,6	26,5	28,1
	25 - 49 ans	53,2	58,5	38,7	47,2	47,1
	50 - 54 ans	8,2	5,2	4,9	8,9	8,5
	55 ans ou plus	10,7	7,6	8,9	15,9	14,9
	Femmes	42,7	9,5	54,2	59,6	57,3
Sorties		2 290	745	3 024	29 610	35 669
Répartition en %		6,4	2,1	8,4	82,6	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	29,6	18,7	43,8	85,1	76,6
	dont CDD < 1 mois	31,6	25,2	65,2	86,2	83,5
	Demissions	28,6	39,3	26,0	6,5	10,2
	Licenciements économiques	3,5	2,1	1,3	0,3	0,6
	Licenc. non économiques	10,3	12,3	8,0	2,7	3,8
	Retraite	6,2	4,4	2,1	0,8	1,3
	Ruptures Conventionnelles	8,1	11,7	4,6	1,2	2,1
	< 25 ans	22,2	24,6	45,5	26,1	27,5
	25 - 49 ans	49,2	53,7	38,7	46,6	46,3
	50 - 54 ans	8,1	7,8	4,6	8,8	8,4
	55 ans ou plus	19,6	11,0	10,4	17,1	16,5
	Femmes	44,2	9,9	56,2	59,5	57,2

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesurées chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acosse et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

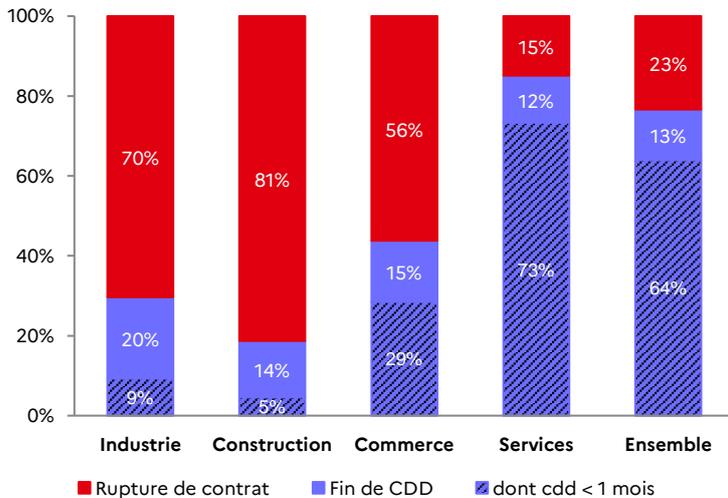
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO

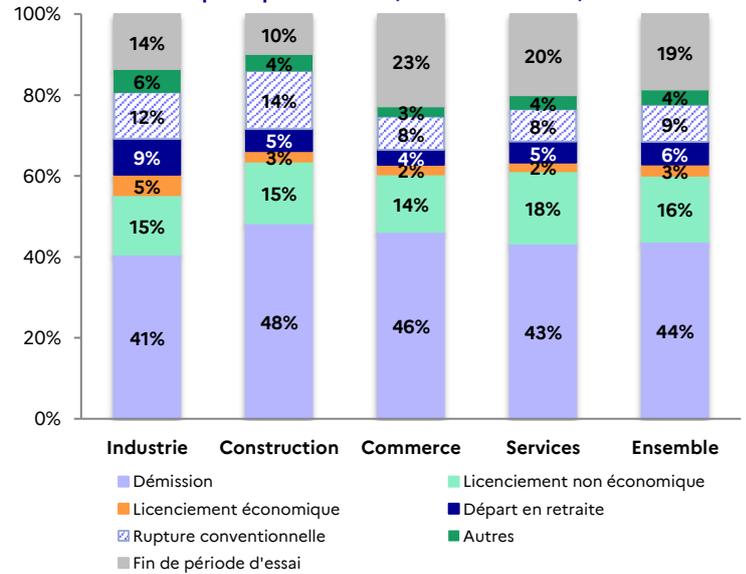
Lecture : Au 1^{er} trimestre 2024 parmi les embauches dans l'industrie 41,3 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 3,5 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,6 % tous secteurs confondus

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 29 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 41 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Doubs		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
1^{er} trimestre 2024							
Actifs en emploi (en %)		12,3	58,3	13,4	16,1	50,4	29,3
Embauches		10 073	16 884	3 045	5 341	20 542	5 653
dont en % :							
	CDD	81,3	77,6	81,8	88,7	82,8	82,3
Sorties		9 804	16 501	2 990	5 893	20 410	5 508
dont en % :							
	Fins de CDD	77,7	74,7	80,3	78,7	80,0	80,3
	dont CDD < 1 mois	84,7	82,8	82,7	84,9	80,8	83,2
	Demissions	10,4	12,5	7,8	4,7	9,0	9,8
	Licenciements économiques	0,1	0,7	1,1	1,1	0,6	0,1
	Licenc. non économiques	4,9	3,6	3,4	2,7	3,1	3,9
	Retraite	0,0	0,0	0,0	7,9	1,1	0,0
	Ruptures Conventionnelles	0,9	3,1	2,6	1,5	1,9	0,7

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2021, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 88,7 % ont signé un CDD.

L'emploi frontalier

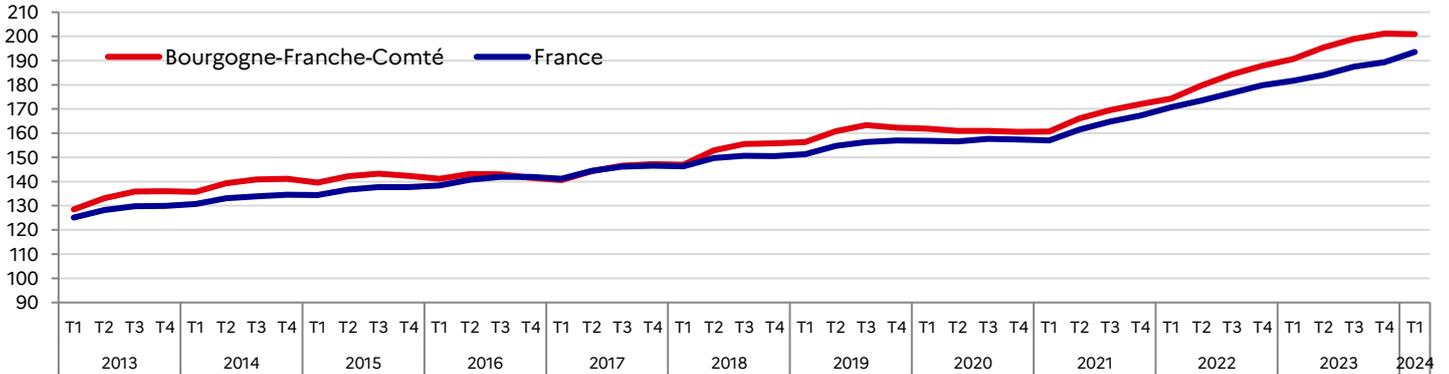
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2024	Actifs occupés RP 2021	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	250 359	222 820	22,3	+0,2	+1 760	+0,8	235	0,5	0,0	+38	+19,3
Doubs	254 900	202 930	20,3	+0,0	+2 830	+1,4	33 509	70,8	-0,3	+1 551	+4,9
Jura	116 590	88 020	8,8	+0,1	+320	+0,4	7 821	16,5	-0,2	+387	+5,2
Nièvre	80 648	64 530	6,5	+0,1	+90	+0,1	25	0,1	+19,0	+10	+66,7
Haute-Saône	104 664	69 450	7,0	+0,0	-550	-0,8	777	1,6	+2,0	+105	+15,6
Saône-et-Loire	238 264	191 910	19,2	+0,3	-530	-0,3	236	0,5	-0,4	+20	+9,3
Yonne	145 199	109 690	11,0	-0,0	-490	-0,4	32	0,1	+3,2	+7	+28,0
Territoire de Belfort	64 290	49 510	5,0	-0,7	-360	-0,7	4 718	10,0	+0,3	+295	+6,7
BFC	1 254 913	998 860	100,0	+0,1	+3 070	+0,3	47 353	100,0	-0,1	+2 413	+5,4

Sources : INSEE - RP 2021; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

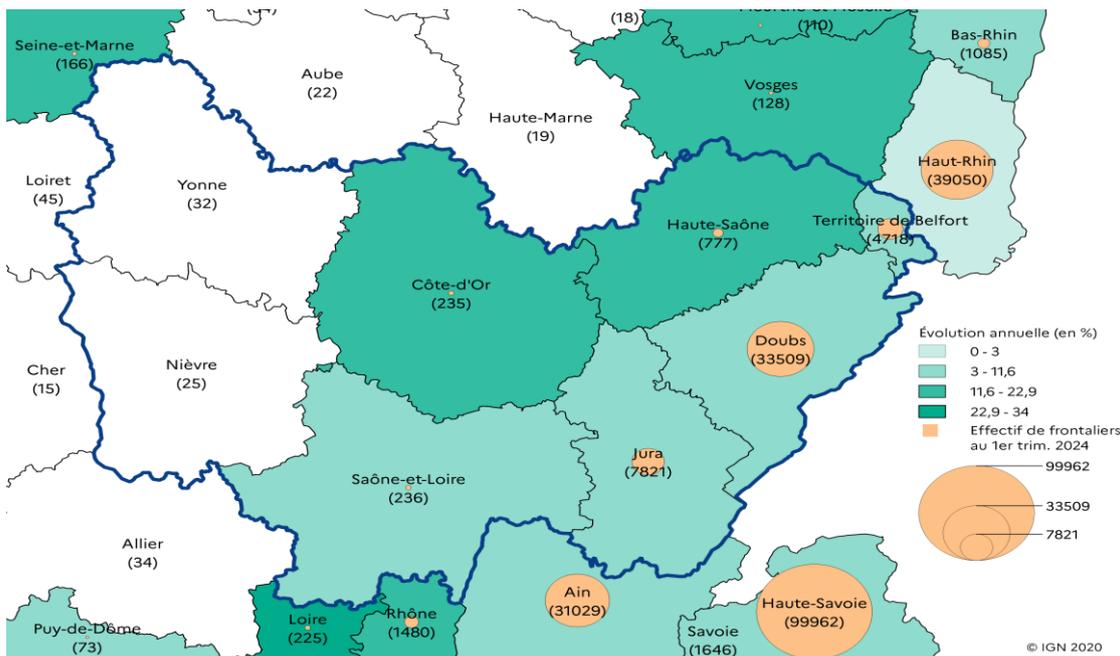
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de + 4,9 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 33 509 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Doubs			BFC
	T2 2024	Cumul 2024	Var.(%)/ cumul 23	Var.(%)/ cumul 2023
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	87	183	-34,4	-44,9
jeunes	29	60	-29,4	-49,1
seniors	30	53	-23,2	-37,7
bénéficiaires RSA	7	33	-40,0	-27,1
DELD	43	96	-34,2	-43,9
TH	17	33	-23,3	-36,1
résidents QPV	16	42	-12,5	-21,8
résidents ZRR	15	19	-40,6	-53,2
éducation nationale	s	s	-85,7	-64,7
CIE Jeunes	10	44	-73,5	-71,7
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	359	891	+14,7	-4,7
dt résidents QPV	85	231	+39,2	+11,2
CEJ*	562	1 140	+9,5	+9,1
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	36	95	+75,9	+83,2
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 1T2024)				
- secteur public	s	s	ns	+83,3
- secteur privé	292	292	+4,3	+6,0

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

s : secret statistique

** Données arrêtées à la semaine 26

ns : non significatif

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T4 2023	Cumul 2023	Var.(%)/ cumul 2022
Côte d'Or	363	1 502	-2,7
Doubs	406	1 718	-5,8
Jura	237	1 038	-18,5
Nièvre	136	789	-0,3
Haute-Saône	156	643	-14,2
Saône-et-Loire	420	1 682	-7,7
Yonne	327	1 562	-1,8
Territoire de Belfort	94	453	-16,7
BFC	2 139	9 387	-7,4

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de

Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

IAE : ASP, traitement Dares

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Doubs		BFC
	T2 2024	Var.(%)/ trim. année précédente	Var.(%)/ trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	297	-14,1	-12,8
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	1 606	-16,0	-15,4
CEJ*	961	+4,1	+13,6
IAE (au 4T 2023)	1 525	-6,4	-4,8

▶ De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2021, la dépense pour l'emploi en France a été de 183 milliards (soit 7,3 points de PIB), dont 80 milliards consacrés aux mesures d'allègement/exonération ou d'aide à l'emploi des personnes vulnérables, 61 milliards aux allocations chômage ou d'activité partielle, 24 milliards à la formation professionnelle, 10 milliards à l'incitation à l'activité et 6 milliards pour l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi.

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2024 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 4T 2023)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
Côte d'Or	9 577	-2,1	37 590	-3,3	8 907	+3,6	1 390	-8,8
Doubs	12 290	-0,7	32 910	-3,5	10 373	+1,0	1 457	-14,3
Jura	3 377	-4,5	15 263	-5,0	5 500	+3,6	580	-6,5
Nièvre	5 680	-0,1	13 607	-3,4	6 410	+1,5	687	-11,2
Haute-Saône	3 900	-1,9	14 783	-5,3	5 697	+3,3	867	-8,1
Saône-et-Loire	9 567	-6,1	35 977	-4,1	12 423	+3,6	1 703	-13,8
Yonne	8 737	-0,2	22 583	-4,9	7 730	+0,9	1 080	-9,5
Territoire de Belfort	4 087	-4,3	9 433	-4,6	2 590	+6,9	600	-7,7
BFC	57 213	-2,3	182 147	-4,1	59 630	+2,7	8 363	-10,8

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

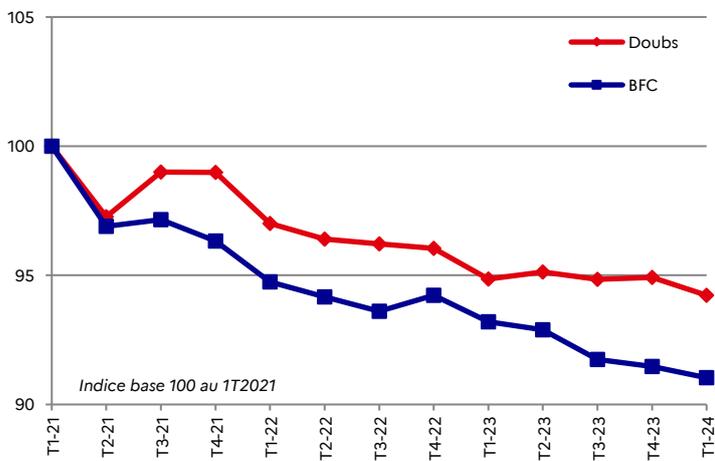
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

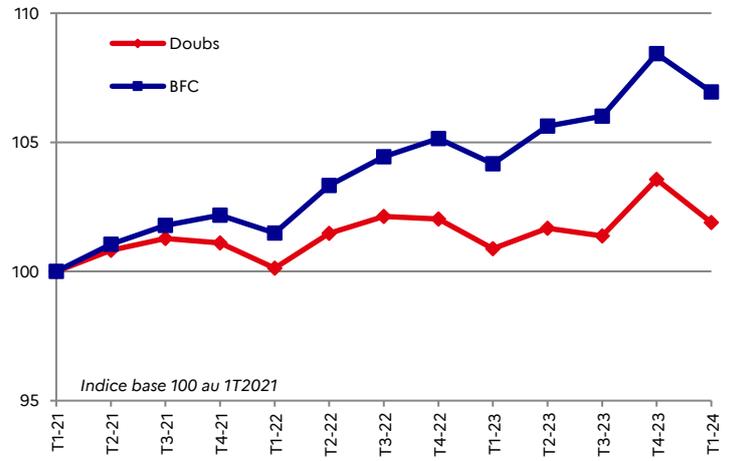
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

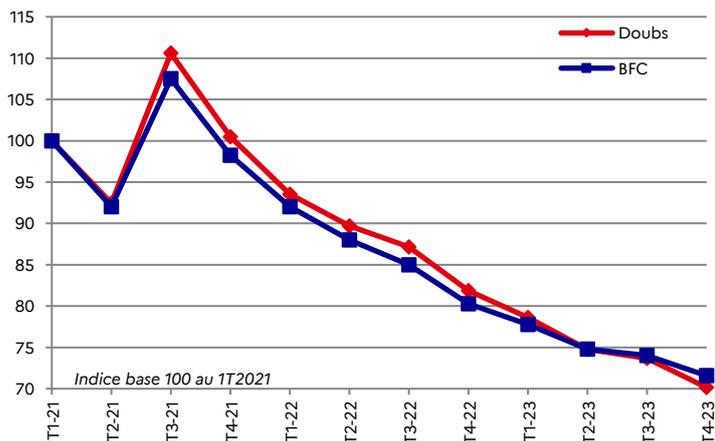
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

